

La fabrique de l'Opinion

Les invités du 14 Bassano

OGM : pour en finir avec les mensonges, les approximations et les non-dits !

Joudrier, Kafadaroff, Kuntz et Oury : « Qui s'intéresse aux

conséquences économiques en termes de manque à gagner pour l'agriculture, d'emplois qualifiés, de bénéfices environnementaux ? »

OGM : un succès planétaire... là où les agriculteurs ont la liberté de choisir !

Bientôt vingt ans que les OGM (ou plus précisément les PGM : plantes génétiquement modifiées) sont utilisés dans la plupart des grands pays agricoles développés ou en développement. Depuis le début de leur commercialisation en 1996, les PGM n'ont cessé de s'étendre pour atteindre des surfaces cumulées de 1,7 milliard d'hectares, soit soixante fois la surface agricole française !

En 2014, les PGM ont été cultivées sur 181 millions d'hectares par plus de 18 millions d'agriculteurs dans 28 pays du monde, mais l'accès à ces semences a été refusé aux agriculteurs français, malgré la loi du 25 juin 2008 qui instaure « la liberté de consommation et de produire avec ou sans organismes génétiquement modifiés ». Une loi malmenée par des dispositions récentes donnant à chaque Etat, la possibilité d'interdire de façon arbitraire une PGM autorisée en Europe.

Les gouvernements français successifs, par pusillanimité et calculs politiques à court terme, continuant sans raison objective et contre l'avis des instances scientifiques d'évaluation, à interdire la culture des PGM... tout en autorisant l'importation massive de produits qui en sont issus !

Depuis 1997, ils ont progressivement reculé devant une minorité d'opposants bien organisés et déterminés qui est parvenue à susciter une suspicion sur les PGM et même à les diaboliser en diffusant des informations mensongères et des peurs infondées.

Non, les PGM ne sont pas dangereuses pour la santé !

Aucune des nombreuses études scientifiques sérieuses n'a remis en cause la sécurité sanitaire des PGM. Certes, on ne démontre pas le risque zéro, mais y a-t-il eu des problèmes sur la santé des milliers d'agriculteurs et les nombreux humains qui ont consommé des produits issus de ces PGM depuis 1996 ? Non, contrairement aux allégations des marchands de peurs et autres militants anti-OGM, qui ont inondé les médias en propos alarmistes et images effrayantes.

Au contraire, les PGM offrent de réels bénéfices sanitaires.

Tel est le cas pour les PGM résistantes aux insectes : moins de résidus d'insecticides et moins de mycotoxines (souvent cancérogènes) dans les aliments, moins d'intoxications par les produits toxiques aux insecticides pour les petits producteurs de coton indiens ou chinois qui ont largement adopté les semences GM. Un riz GM enrichi en bêta-carotène, le précurseur de la vitamine A, a été mis au point pour combattre cette avitaminose grave responsable de la cécité de dizaines milliers d'enfants dans le monde et de nombreux décès.

Des opposants manifestement dépourvus de sens éthique, sont parvenus à empêcher l'adoption de ce riz GM, privilégiant leur idéologie au détriment de la santé et de la vie de très nombreux enfants.

Non, les PGM ne sont pas une menace pour l'environnement !

Depuis bientôt vingt ans, aucun impact négatif sur l'environnement n'a pu être scientifiquement démontré, en dépit des multiples allégations des opposants aux PGM, reprises par les décideurs politiques pour justifier une interdiction exclusive politique. Les PGM tolérantes au glyphosate (Roundup®) sont accusées de favoriser le développement de mauvaises herbes résistantes à cet herbicide. C'est une réalité dans certaines situations, mais ce

phénomène de chimiorésistance bien connu par les agriculteurs avec de nombreux herbicides, fongicides et insecticides (mais aussi avec les antibiotiques) est lié à l'utilisation répétée d'un même produit chimique et non pas à la technologie utilisée pour élaborer des PGM, la transgénèse. Il s'agit d'un problème de pratiques culturales inadaptées ou mal utilisées.

En revanche, alors que les PGM contribuent à une meilleure protection de l'environnement comme le confirme le quotient d'empreinte environnementale (QIE), cela est systématiquement occulté.

C'est le cas du maïs Bt, seule PGM autorisée en Europe (Mon 810) mais interdite en France : non seulement elle supprime un ou deux traitements insecticides, mais elle épargne les insectes auxiliaires utiles comme les abeilles ou les coccinelles et réduit les émissions de CO₂ de plusieurs façons (suppression des interventions mécaniques dans les champs, temps de séchage du maïs réduit, le maïs Bt, plus sain et plus résistant à la verse pouvant sécher plus longtemps sur pied).

C'est aussi le cas des PGM tolérantes aux herbicides, notamment au glyphosate, PGM les plus utilisées au monde mais curieusement non autorisées en Europe.

Contrairement aux fausses idées véhiculées, ces PGM permettent de réduire le nombre d'interventions herbicides et de remplacer les désherbants sélectifs habituels par du glyphosate connu pour son meilleur profil toxicologique et écotoxique.

En outre ces PGM facilitent les techniques d'implantation de cultures sans labour avec couvert spontané ou implanté en interculture. Ces « techniques de conservation des sols » dont on découvre aujourd'hui l'intérêt « agro-écologique » offrent de nombreux bénéfices : amélioration de la fertilité des sols, réduction de l'érosion, économies d'eau et d'engrais et réduction des émissions de CO₂ induites par des économies de carburant et le piégeage du carbone dans le sol.

D'autres exemples pourraient être cités comme les PGM tolérantes à la sécheresse arrivées récemment sur le marché américain ou des PGM dépolluantes comme le maïs « phytase » développé en Chine pour réduire la pollution des élevages de porcs par le phosphore.

Il est absurde d'envisager une agriculture durable ou « agro-écologique » sans l'apport de l'amélioration génétique des plantes



Philippe Joudrier, Gérard Kafadaroff, Marcel Kuntz et Jean-Paul Oury.

Non, les PGM ne menacent pas la liberté de choix des agriculteurs !

Au contraire, l'arrivée des PGM offre aux agriculteurs un choix encore plus large de variétés : « Mon 810 était présente en France dans 232 variétés de maïs.

Où est la domination du monde par des semenciers qui, dans de nombreux pays dont la France, n'ont même pas la liberté de vendre leurs semences ?

Pour torquer le cou aux allégations fantaisistes, il faut rappeler que les PGM ne sont pas stériles et que, dans la législation européenne, les semences GM peuvent être ressemées par l'agriculteur à l'instar des semences traditionnelles.

Ce qui menace la liberté aujourd'hui, ce n'est pas un oligopole des sociétés multinationales semencières mais la réglementation des PGM dont le coût prohibitif empêche les petits semenciers d'accéder à ce marché. Pire, alors que cette réglementation pourrait être allégée compte tenu du progrès des connaissances scientifiques et du retour d'expérience d'une vingtaine d'années d'utilisation des PGM dans le monde, c'est au contraire à un allouissement de la législation à laquelle on assiste dans une Europe en proie à l'idéologie précautionniste.

Oui, la France doit revoir sa politique sur les OGM et les biotechnologies végétales !

Le choix politique d'interdire les PGM en France est préjudiciable à l'agriculture, à l'industrie semencière nationale et, au-delà, à l'économie française en panne de croissance. A-t-on mesuré les conséquences pour l'industrie française des semences (premier exportateur mondial pour les grandes cultures), privées d'innovation technologique et d'un marché en pleine expansion ?

La situation de la recherche agronomique publique est toute aussi consternante.

Il est absurde d'envisager une agriculture durable ou « agro-écologique » sans l'apport de l'amélioration génétique des plantes et de la transgénèse qui ouvrent d'immenses opportunités.

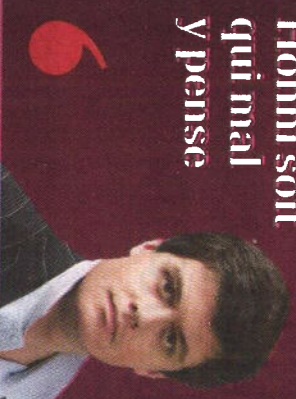
Après l'échec du plan Ecophyto, pourquoï se priver des PGM qui peuvent contribuer à atteindre le nouvel objectif fixé par le gouvernement pour réduire la consommation de pesticides ? Peut-on accepter que l'INRA, deuxième institut de recherche agronomique au monde, rejette une technologie innovante comme la transgénèse pour créer de nouvelles variétés répondant aux besoins des agriculteurs et reste muette dans la vive controverse sur les OGM ?

Qui s'intéresse aux conséquences économiques de cette interdiction des PGM en termes de manque à gagner pour l'agriculture, d'emplois qualifiés, de bénéfices environnementaux, d'investissements en technologies du futur pour répondre aux défis alimentaires, énergétiques et environnementaux ?

Qui a chiffré les dépenses publiques et privées engagées depuis vingt ans sur les PGM... pour ne rien faire ?

Il est urgent de mettre un terme aux mensonges et aux turpitudes politiques, de parler un langage de vérité sur l'agriculture française et sur les biotechnologies végétales et de restaurer la liberté de choix pour les agriculteurs.

Philippe Joudrier, Gérard Kafadaroff, Marcel Kuntz et Jean-Paul Oury



Libres échanges

Caspar von Koenig

Homni soit qui mal y pense

LA SEMAINE DERNIÈRE, un lecteur bien intentionné m'a reproché d'utiliser le terme de Big Data. Il fallait en effet écrire « mégadonnées ». Cet amoureux de la langue française m'a conseillé l'usage du *Grand Dictionnaire Terminologique* du Québec, qui nous recommande par exemple de traduire smartphone par « téléphone intelligent » ou pickpocket par « vide-gousset ».

Le lavage de cerveau commencé par la loi Troubon de 1994 finir donc par porter. Grâce aux millions d'euros investis dans la Délégation Générale à la Langue Française, la Commission générale de terminologie et de néologie (qui comprend dix-huit commissions spécialisées, et autant de hauts fonctionnaires), le site « France Terme » et autres structures de novlangue officielle, certaines de nos compatriotes ont fini par se persuader que les mots anglais représentaient une menace.

Cette obsession de la francisation est à la langue française ce que le protectionnisme est à l'économie et le nationalisme à la politique : un aveu de faiblesse et un manque de culture. De même que le capitalisme a progressé au gré des échanges marchands, de même que les peuples se sont développés grâce aux flux migratoires, les langues ont évolué par emprunts mutuels. Nombre de mots français possèdent une origine germanique, italienne ou arabe. Je me rappelle la linguiste Henriette Walter dans son livre *Homni soit qui mal y pense* (toujours la devise de la monarchie... britannique !), l'anglais a davantage de dettes envers le français que l'inverse. Prud (preux) et tour ont été parmi les premiers à traverser la Manche, au XI^e siècle, devenant proud et tower. Des milliers d'autres ont suivi, dominant les forest, leisure, cost, pastry, forest, custom, foreing, etc. On retrouve ainsi dans l'anglais contemporain de nombreuses traces de notre langue originelle : rental (loyer) signifiait « redrevaence annuelle » en ancien français ; strive vient de estriver (faire des efforts) et aurt de ante (tante). Certains mots que nous refusons orgueilleusement d'utiliser trouvent en fait leur origine chez nous, tels que bacon (le lard salé du Moyen Âge) ou même le fameux challenge, directement issu de l'ancien français « challenge » (réclamation, défi). Retour à l'expéditeur.

L'élite a toujours redouté l'évolution de sa langue, instrument de pouvoir. « On introduit chaque jour de nouveaux verbes complètement barbares, se plaignait Necker en 1792, et on les substitue à l'usage des substantifs ; ainsi l'on dit, influencer, utiliser, préconiser... » Mais heureusement, ce sont les Français qui utilisent la langue et influencent son cours, en passant outre les... préconisations des ministres et des académiciens. Et ce sont les écrivains qui, travaillant la langue au quotidien, approprient et s'approprient les mots étrangers : Tolstoï truffait ses livres de termes, voire de phrases entières en français, ce qui ne l'a pas empêché de devenir l'un des plus grands auteurs de langue russe.

Voilà pourquoï, en ce qui me concerne, un think tank c'est un think tank, pas un « groupe de réflexion ».

Caspar von Koenig est président du think tank liberal GenerationLibre.